Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 14 (1964)

Heft: 3

Buchbesprechung: Documents diplomatiques français 1932-1939 - 2e Série (1936-1939) - Tome I (1er Janvier - 31 Mars 1936)

Autor: Burgelin, Henri

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

une coordination difficile entre les services de la marine, de la propagande et des affaires étrangères, la politique allemande paraît subordonnée aux vues de la Wilhelmstrasse: il s'agit de favoriser la tendance isolationniste en évitant toute cause de conflit direct entre les deux puissances, en fermant au besoin les yeux sur toutes les entorses que l'aide américaine à l'Angleterre faisait subir au droit des neutres, en ne s'opposant pas directement aux pressions américaines sur les puissances dont l'Allemagne eut espéré une aide plus efficace. L'on a donc mis le plus grand soin à ne pas fournir à Roosevelt, dont on n'ignorait pas le dessein d'entraîner son pays dans le conflit, le moindre prétexte qui eut pu justifier l'intervention aux yeux de l'opinion américaine et l'aide contre ses adversaires isolationnistes, dont Berlin exagérait sans doute l'influence.

C'est la réélection de Roosevelt qui a changé toutes les perspectives: l'isolationnisme était vaincu et la prochaine entrée en guerre des Etats-Unis devenait évidente pour les diplomates allemands. Il s'est alors agi, d'une part, de susciter à l'Amérique un adversaire qui la détourne des théâtres d'opération européens assez longtemps pour que le Reich ait le temps d'y remporter la victoire, et les négociations avec le Japon, longtemps hésitant, prennent une place prépondérante dans la diplomatie nazie; il fallait d'autre part empêcher le rapprochement avec les Etats-Unis de toute puissance qui puisse leur fournir un appui en Europe ou en Afrique, d'où une véritable guerre diplomatique à Vichy et en Espagne. Une fois l'attaque japonaise déclenchée, la déclaration de guerre allemande ne fait que devancer, pour des raisons de prestige, une initiative américaine inévitable.

Cet excellent ouvrage met fort bien en valeur la médiocrité et les contradictions de la politique extérieure nazie; l'habileté de certains diplomates, souvent très relative, ne pouvait contrebalancer les tares fondamentales d'un régime qui ne pouvait que conduire l'Allemagne à la catastrophe.

Paris *Henri Burgelin*

France — Ministère des affaires étrangères — Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre 1939—1945. *Documents diplomatiques français 1932—1939 — 2e Série (1936—1939) — Tome I (1er Janvier—31 Mars 1936).* Paris, Imprimerie nationale, 1963. In-8°, LXXI + 756 p.

Voici le premier volume d'une série qui promet d'être longue (environ 25 volumes de documents pour la période 1932—1939) et présente des garanties d'intérêt considérable et de qualité scientifique: les meilleurs spécialistes français d'histoire diplomatique président à sa rédaction. Ce premier volume à paraître contient une importante préface où MM. Baumont et Renouvin rappellent les difficultés rencontrées dans la collation des documents français dont une très grande partie a été, soit détruite en 1940, soit pillée par les Allemands, soit brûlée dans l'incendie du Quai

d'Orsay, lors des combats de la libération de Paris. Il a fallu, à l'aide des registres du courrier, retrouver dans les différents postes les textes qui semblaient importants et les auteurs de ce recueil ont recherché dans les archives d'autres ministères (guerre, marine, finances) et dans quelques fonds privés, des compléments à la documentation des Affaires étrangères. Que plus de 160 000 documents aient été microfilmés donne une idée du travail de reconstitution réalisé.

Pourtant, MM. Renouvin et Baumont ne nous cachent pas que certaines pièces, et parmi les plus importantes, n'ont pu être retrouvées: les notes personnelles des ministres n'avaient pas de doubles, pour ne citer qu'un exemple. En dehors des documents définitivement perdus, certains autres ont pu échapper à une investigation qui ne pouvait partir que des très brèves analyses fournies par les registres du courrier — un des registres a d'ailleurs disparu — et il demeure possible que des recueils de documents étrangers ou des recherches systématiques dans les archives de certains postes jettent un peu de lumière sur certains points laissés dans l'ombre par ce recueil.

L'on annonce la publication simultanée de deux séries commençant, l'une en 1932, l'autre, qu'inaugure le présent volume, le 1er janvier 1936. Avec 543 documents, cités presque tous *in extenso*, ce volume donne un tableau très fourni de l'activité diplomatique française pendant trois mois, et la place qu'occupe alors la France dans les relations internationales en fait, pour cette période, l'instrument documentaire le plus complet dont nous disposions.

La présentation chronologique des pièces évite l'arbitraire de tout classement méthodique — un très grand nombre de documents traitent de plusieurs problèmes — et les difficultés de consultation sont limitées par deux index et un tableau méthodique des sujets traités. Les notes, plus abondantes que dans les précédents recueils français, fournissent les éclaircissements qu'exige la lecture des documents sans proposer la moindre interprétation. Parfois, elles donnent une analyse succinte de documents non publiés.

L'Allemagne occupait le premier plan dans les préoccupations de la diplomatie française pendant cette période, et les éditeurs lui ont à juste titre attribué une place essentielle dans ce recueil, où des événements pourtant fort importants comme la guerre italo-éthiopienne ou la Conférence navale de Londres sont laissés au second plan. La grande affaire est la remilitarisation de la Rhénanie, survenue le 7 mars 1936, et les dépêches de M. François-Poncet tiennent une place de choix dans ce recueil.

Il n'apparaît pas que les connaissances que l'on pouvait avoir de la diplomatie européenne pendant ces trois mois doivent être bouleversées par cette publication qui confirme ce que l'on savait déjà, y compris telles interprétations qu'il était permis de révoquer en doute tant qu'elles ne s'appuyaient que sur des mémoires ou autres pièces auto-justificatives. La clairvoyance et la fermeté des avertissements de M. François-Poncet, no-

tamment, ressort de façon beaucoup plus probante de ses dépêches que de ses Souvenirs d'Ambassade. Voilà donc une publication qui devrait satisfaire ceux qui jugent possible d'écrire l'histoire avant l'ouverture des archives officielles.

Le gouvernement français n'a nullement été surpris par la dénonciation de Locarno et la remilitarisation de la Rhénanie, au lendemain de la ratification du pacte franco-soviétique dont chacun savait qu'il fournirait à Hitler le prétexte attendu. Les diplomates français avaient recueilli un nombre incalculable d'indices, non seulement en Allemagne, mais dans toutes les capitales européennes et jusque dans des postes consulaires au Brésil. Il envisagea les mesures de rétorsion possibles, consulta les autres puissances et les militaires français, avertit le gouvernement allemand des «très graves conséquences» que pouvait entraîner l'abandon du Pacte rhénan, mais, le 7 mars, il n'avait aucun plan de riposte.

Il semble pourtant que le gouvernement Sarraut-Flandin ait envisagé une politique énergique à laquelle le poussaient les services des Affaires étrangères. L'absence de procès-verbaux des Conseils des ministres empêche toutefois de savoir jusqu'à quel point il était divisé à ce propos. Il reste à comprendre pourquoi il a, très vite, renoncé à la fermeté. Ce volume fournit deux éléments d'explication. Les pièces tirées des archives de la Marine — ce sont les plus intéressantes dans ce recueil — donnent une image assez précise des rencontres entre membres du gouvernement et membres des trois Etats-majors et nous permettent de voir l'opposition radicale de Gamelin à toute initiative qui ne serait pas couverte par une mobilisation générale ni soutenue par des alliés. Or, le système d'alliances français est en pleine crise au début de 1936: la Pologne semble peu satisfaite de son rapprochement avec l'Allemagne, mais elle ne l'est pas davantage du rapprochement franco-russe et l'abandon de Locarno n'est pas fait pour lui déplaire; l'Union soviétique encourage à la fermeté, mais ne peut rien faire contre l'Allemagne à cause de l'opposition polonaise; la Belgique même redoute de se voir entraînée dans des aventures par le Pacte franco-soviétique; l'Italie, qui s'inquiète du récent départ de Laval, voit son armée en difficulté en Ethiopie; mais surtout, l'Angleterre ne peut, ni ne veut soutenir une riposte française. Sur le point essentiel des relations franco-anglaises, l'élément décisif manque: les documents français ne donnent que de pâles et indirects reflets des conversations successives entre MM. Eden et Flandin à la fin de janvier, puis le 10 mars et les jours suivants; aucun procès-verbal, aucune note de Flandin n'éclairent cette question. Mais la flotte anglaise est en Méditerranée, le gouvernement très engagé dans la politique de sanctions contre l'Italie, l'opinion favorable à la thèse allemande et hostile au rapprochement franco-soviétique. Ce recueil permet en tous cas d'écarter l'hypothèse selon laquelle ce serait l'opinion française qui aurait obligé le gouvernement à laisser faire l'Allemagne: nous voyons M. Flandin désavouer auprès de M. Eden les propos énergiques qu'il est

obligé de tenir pour satisfaire l'opinion, tout comme il était obligé de désavouer auprès de Mussolini l'appui qu'il devait paraître apporter aux thèses anglaises sur l'Ethiopie. En fait, la diplomatie française souhaite surtout que l'Italie en finisse au plus vite avec cette affaire qui la brouille avec l'Angleterre et la rapproche de l'Allemagne.

Peu de dépêches concernent la politique suisse: quelques avertissements discrètement donnés par l'Etat-major fédéral, ou, plus personnellement, par le colonel Dubois à l'attaché militaire français, concernent soit la remilitarisation de la Rhénanie, soit les fortifications entreprises par l'Allemagne en face des frontières autrichienne et suisse. Ce problème semble préoccuper particulièrement l'Etat-major et amener, de sa part, un «revirement en faveur de la France», rapporte l'attaché militaire, le 13 février. Par ailleurs, la remilitarisation de la zone rhénane suscite un petit différend, plus interne que franco-suisse. Il s'agit de la question, soulevée par la presse française, de la fortification du territoire de Huningue qu'interdisent les traités de 1815. Le gouvernement français, soucieux de manifester combien son attitude diffère de celle de l'Allemagne, ne reprend pas ces réclamations. Du côté suisse, le colonel Dubois suggère à l'attaché militaire que la France devrait bien demander sur ce point une révision des traités, afin de mieux assurer la défense de Bâle contre une éventuelle attaque allemande; mais une partie du Conseil fédéral et de la presse s'y opposent. Le rapprochement franco-soviétique est fort critiqué, et au lendemain de la remilitarisation de la Rhénanie, l'on voit M. Pilet-Golaz exposer à l'attaché militaire français «combien il déplorait cette course aux armements qui allait reprendre, nécessaire, mais ruineuse pour la Suisse, tant les sommes qui allaient être demandées seraient énormes, et qui, en dernière analyse, amènerait les peuples déjà en crise, et en particulier la France, à la révolution. Je lui fis remarquer que l'Allemagne était cause de tout. — Non, me répondit-il, c'est la France, avec sa hantise de sécurité, ses perpétuelles recherches d'alliances — entre autres la moscovite — qui est à l'origine de cette dangereuse et inextricable situation».

Que la politique française ait manqué de fermeté pendant les premiers mois de 1936, c'est l'évidence-même. Mais il est permis de se demander s'il aurait été raisonnable de se lancer dans une politique de représailles militaires avec le seul soutien de l'U.R.S.S., mais la désapprobation de toute l'Europe non-communiste. Est-ce alors l'alliance russe qui était une erreur? Mais la France ne pouvait compter, contre l'Allemagne, ni sur la Pologne, ni sur l'Italie, ni sur l'Angleterre depuis la guerre d'Ethiopie. L'on verra la diplomatie française profiter de la remilitarisation rhénane pour tenter un regroupement de l'Europe contre l'Allemagne, au cours du mois de mars, et y réussir dans une large mesure, en particulier du côté anglais. Elle ne pouvait pas faire grand chose de plus.

Paris *Henri Burgelin*